



# LES TRAVAILLEURS ET LEUR HISTOIRE

FÉVRIER 1991

---

BUREAU DE RECHERCHES SUR L'HISTOIRE DU SYNDICALISME

---

## POUR SERVIR L'HISTOIRE

Nos camarades trouveront dans cet opuscule trois documents qui ne manqueront pas de les intéresser.

Tout d'abord une étude de Roger LERDA sur Proudhon et Marx, à propos du syndicalisme. Certes Proudhon, décédé en 1865, n'a pas connu la naissance du syndicalisme français proprement dit qui commença à se manifester surtout à la fin du II<sup>e</sup> Empire de façon d'ailleurs quasi clandestine sous l'impulsion notamment d'Eugène Varlin. Mais les études de Proudhon et son combat eurent une grande répercussion sur le syndicalisme français. Karl Marx, mort en 1883, a pu, lui, saisir toute l'importance du syndicalisme et, de là, le parti qu'il pouvait en tirer sur le plan politique. En fait, ces deux penseurs socialistes du XIX<sup>e</sup> siècle symbolisent en quelque sorte la grande controverse qui se fit jour en particulier à travers la I<sup>e</sup> Internationale.

Second volet : la grève des mineurs de 1948. A l'occasion de la fermeture à Oignies du dernier puits de mine du bassin, des anciens ont revécu la grève d'octobre-novembre 1948 déclenchée par les communistes et dont les conséquences ont laissé bien des séquelles dans les cités minières. On sait maintenant que toutes les décisions furent prises par Thorez lui-même - la CGT de Frachon n'étant qu'une masse de manoeuvre du Kominform créé en septembre 1947 par Moscou. Cette grève, avec les violences dont furent victimes nos camarades de la part des syndicalo-communistes, méritait d'être rappelée. Ce qui fut fait déjà par

l'article que nous reproduisons, paru dans "Force Ouvrière Mensuel" n° 26 de décembre 1978. Nos camarades pourront ainsi répondre aux allégations de ceux qui racontent l'histoire à leur façon.

Dernier point abordé : l'étude sur la Résistance Syndicale pendant les années terribles de la guerre. Nos camarades trouveront un témoignage de Pierre Magnier, alors Secrétaire Général de la Fédération F.O. du Livre, sur le journal "Résistance Ouvrière" paru dans la clandestinité et qui devint en décembre 1945 "Force Ouvrière" d'où le nom de notre Confédération en décembre 1947, avec le sigle C.G.T.F.O. : C.G.T. parce que continuatrice de la vieille C.G.T. de 1895 se créant "en dehors de toute école politique" et F.O. symbolisant à la fois l'action des syndicalistes "confédérés" non communistes contre Vichy et l'occupant et, aussi, leur lutte contre la politisation communiste de la C.G.T. après la Libération.

Par circulaire du 16 novembre 1989, nous vous avons demandé de faire parvenir au camarade Lerda tous renseignements, témoignages, photocopies de tracts, journaux, distinctions concernant les militants "confédérés" ayant participé à la Résistance. Le dossier se constitue mais il est insuffisamment garni. Certes les résistants ont scrupule à parler d'eux-mêmes. Pourtant nous réitérons notre appel. La Résistance n'est l'apanage de personne mais nos anciens y ont assez contribué pour empêcher que d'autres s'en emparent dans un esprit partisan. (Ne pas hésiter à contacter les retraités dans les organisations F.O. qui les regroupent). (1).

Peut-être nos rubriques vous permettront-elles d'apporter des informations sur le passé de notre Confédération et du syndicalisme des "confédérés" -terme qui distinguait nos anciens des syndicalo-communistes.

C'est le souhait que j'exprime.

Marc BLONDEL  
Secrétaire Général

(1) - Adresser toute documentation au camarade Roger LERDA

## PROUDHON ET MARX

= Nous l'avons maintes fois dit et redit :  
"Le mouvement syndical authentique n'est pas apolitique en ce sens que pour défendre le travailleur, il s'intéresse forcément à la vie de la collectivité. Mais cela ne saurait le conduire, sous peine de le voir perdre son indépendance, à s'engager dans l'action politique des partis, que ce soit sur le plan électoral ou d'un programme de gouvernement".

Je fus, lors du Congrès Confédéral F.O. de Vichy, en 1977, un des rédacteurs de la résolution "Pour l'indépendance syndicale" d'où j'ai extrait ce très important paragraphe.

Je savais qu'en consignait ainsi la pensée de notre Confédération, ce texte nous engageait pour l'avenir, quelle que soit l'opinion politique du Président de la République ou celle de la majorité parlementaire.

Face aux transformations si rapides de notre société, dues à l'extraordinaire révolution scientifique et technologique et qui accroissent les tensions permanentes entre les différentes composantes de la société, face aux inquiétudes que nous pouvons avoir pour l'avenir, force est pour nous de conserver notre sérénité pour faire front avec détermination aux graves problèmes qui se posent en permanence au mouvement syndical. C'est par un retour aux sources que nous essaierons d'y voir plus clair.

Nous ne le répéterons jamais assez : aucuns "penseurs" du XIXe siècle, ni même Karl Marx et Proudhon, ne pouvaient imaginer les transformations sociales qu'allait apporter la classe ouvrière organisée dans les syndicats qui prirent en France leur essor -avec quelles difficultés !- surtout à partir du début du XXe siècle.

### Pierre-Joseph PROUDHON

Sans doute Proudhon, à travers sa conception mutualiste et fédéraliste qui se résume dans cette idée du "contrat synallagmatique" (1), a-t-il perçu ce que pourrait être cette recherche de l'équilibre qu'est en définitive le contrat collectif, la convention collective ou, pour sacrifier à la terminologie actuelle : la politique contractuelle ou conventionnelle. Car on est loin, chez Proudhon, de Rousseau. N'a-t-il pas écrit : "Entre le contrat fédératif et celui de Rousseau, il y a toute la distance de la réalité à l'hypothèse ...". On a fait dire beaucoup de choses à Proudhon -y compris qu'il était le père de l'autogestion, ce qui est faux. Le libertaire Proudhon cherchait à trouver l'équilibre entre l'autorité -qu'il ne niait pas- et la liberté. Il écrivait : "Le problème politique ramené à son expression la plus simple consiste à trouver l'équilibre entre deux éléments contradictoires : l'autorité et la liberté. Équilibrer deux forces, c'est les soumettre à une loi qui les tienne en respect, et l'une et l'autre les mette d'accord. Qui nous fournira ce nouvel élément ? ... Le contrat". Cela, on en conviendra, n'a rien à voir avec les élucubrations d'autogestionnaires qui veulent confondre gouvernants et gouvernés. En fait, pour Proudhon "l'antinomie" c'est-à-dire la thèse et l'antithèse ne peut trouver sa solution "réelle" dans la synthèse, mais par la "balance" : "Les termes opposés ne font jamais que se balancer l'un l'autre : l'équilibre ne naît point entre eux de l'intervention d'un troisième terme mais de leur action réciproque". Léon Jouhaux avait raison d'écrire que "Proudhon était tout, sauf systématique". N'écrivait-il pas : "J'ai montré la société CHERCHANT, de formule en formule, d'institution en institution, cet équilibre qui lui échappe". On comprendra dès lors que Proudhon ait pu encore dire : "Sans doute, la société se perfectionne à mesure des progrès de la science et de l'économie : mais à aucune époque

de la civilisation, le progrès n'implique une métamorphose comme celle qu'ont rêvée les faiseurs d'utopie ; et si excellente que doive être la condition future de l'humanité, elle n'en sera pas moins la continuation naturelle, la conséquence nécessaire de ses positions antérieures".

#### DIGRESSION NECESSAIRE

Cette dernière citation fera mieux comprendre à certains de mes lecteurs qui ont cru déceler dans mes écrits je ne sais quel athéisme militant, quel est réellement le fond de ma pensée. Je n'ai jamais nié l'apport des différentes religions ou croyances, qu'elles proviennent de l'Occident, de l'Orient, de l'Afrique noire ou de l'Amérique latine. Chacune a ses valeurs respectables. Qui plus est, j'ai été de ceux qui ont applaudi, il y a une dizaine d'années, lors d'une réunion de la Commission française de l'UNESCO (où je représente la CGTFO) quand son président s'est élevé contre la démission qui est la nôtre lorsque nous n'osons plus défendre les valeurs de la civilisation occidentale gréco-judéo-chrétienne dont nous avons hérité et qui, pour la France de Montaigne à Camus -pour ne citer qu'eux- en passant par les encyclopédistes, ont fait de nous ce que nous sommes. Je dis que veules, pleutres, lâches, sans ressort, nous sommes prêts à toutes les concessions face à l'idéologie totalitaire bolchevique ; sous prétexte de neutralisme, nous ne sommes plus capables de défendre nos familles, nos enfants. Et notre platitude est telle que nous nous inclinons même devant des roitelets sanguinaires qui ont l'audace de vouloir nous apprendre ce qu'est l'humanisme ! Et ceci m'amène à condamner tous ceux qui par fanatisme religieux ou politique imposent par la violence et le crime leur désir de puissance.

Que mes lecteurs veuillent bien excuser cette longue digression. Ma sincérité et le respect que je leur dois l'imposaient : j'ai le courage d'affirmer que je ne répudie aucun apport moral d'où qu'il vienne, que je n'aurais accepté aucun fanatisme, quel qu'il soit -serait-il même anticlérical !- C'est ça la laïcité. Car la vérité n'est pas Une. Elle est dans tout -ou alors, il n'y a plus de liberté.

Et c'est pourquoi, revenant à Proudhon, je dis qu'il est à la fois faux et absurde de prétendre qu'il préconisait l'autogestion (il n'a d'ailleurs jamais prononcé ce mot) lui qui disait : "Il faut rentrer dans la règle et, pour conserver la vie commune, proscrire la vie privée ? ... La liberté individuelle devrait être proscrire au nom de la liberté générale, laquelle se compose de la somme des libertés individuelles ? Quel serait le motif de cette proscription ?". (2). Et aux communistes qui, après la CFDT ont récupéré le mythe de l'autogestion, il me faut leur rappeler cette affirmation de Proudhon : "De tous les préjugés, celui que les communistes caressent le plus est la dictature. Dictature de l'industrie, dictature du commerce, dictature de la pensée, dictature dans la vie sociale et la vie privée, dictature partout, tel est le dogme ...".

#### PROUDHON ECRIT A MARX

Dès lors, on comprendra mieux les raisons de l'opposition de Karl Marx lorsque Proudhon lui écrivit le 17 mai 1846 : "Cherchons ensemble, si vous voulez, les lois de la société, le mode dont ces lois se réalisent, le progrès suivant lequel nous parvenons à les découvrir ; mais, pour Dieu ! après avoir démolé tous les dogmatismes a priori, ne songeons point à notre tour, à endoctriner le peuple (...) faisons-nous une bonne et loyale polémique ; donnons au monde l'exemple d'une tolérance savante et prévoyante, mais parce que nous sommes à la tête d'un mouvement, ne nous faisons pas les chefs d'une nouvelle intolérance, ne nous posons pas en apôtres d'une nouvelle religion ; cette religion fût-elle la religion de la logique, la religion de la raison".

Si on lit bien ces textes de Proudhon, on comprendra aisément que, m'y référant, je ne sois pas l'anticommuniste "primaire" et "viscéral" que d'aucuns prétendent. Notre "anticommunisme" est une position fondamentale découlant de notre opposition à toute forme "d'oppression matérielle et morale" comme l'écrivait Fernand Pelloutier car, en luttant contre "l'exploitation de l'homme par l'homme" nous n'entendons pas, pour échapper à la dictature de l'argent, tomber sous la dictature d'un homme, d'une coterie ou d'une "nouvelle classe" (suivant l'expression de Djilas) privilégiée et exploitante comme en URSS ou dans les pays où a été imposé ce modèle qui n'a de socialiste que le nom.

Et pourtant, j'ai osé écrire que nous étions à la fois des héritiers de Proudhon et de Karl Marx. Proudhon, à travers la théorie du contrat collectif, Karl Marx à travers la lutte de classes (que, je le répète, nous considérons permanente, quel que soit le régime, contrairement à lui).

Karl MARX

Oui, nous empruntons à Karl Marx. Mais nous ne tombons pas dans l'erreur tragique de le considérer comme une espèce de nouveau messie. Lui-même, voyant les déviations que l'on faisait de ses conceptions, disait : "Je ne suis pas marxiste" et si Proudhon a écrit : "J'ai posé quelques jalons, n'attendez pas de moi que je vous donne un système", Karl Marx, de son côté, s'est défendu "de vouloir faire bouillir les marmites de l'avenir". De plus, sur un certain nombre de points, Karl Marx s'est trompé (il n'a d'ailleurs pas été exempt de contradictions ; il en est de même chez Proudhon). Par exemple, Karl Marx a négligé le fait national, la notion de patrie (à l'inverse de Jaurès et de Blum) de plus, il n'a pas saisi toute l'importance des atavismes religieux et les conséquences de l'angoisse permanente de l'homme devant la mort.

Il n'en demeure pas moins que Karl Marx a fait avancer l'analyse de certains phénomènes historiques et économiques.

Sur le plan des sciences économiques, on lui doit, à travers sa monumentale oeuvre "Le Capital", d'avoir découvert les lois régissant le phénomène capitaliste, notamment par la théorie de la plus-value et du taux du profit. "Loi d'airain" suivant l'expression de Lassalle, qui amène les détenteurs de capitaux à exploiter de plus en plus le prolétaire qui n'a que sa valeur-travail à vendre (ou à échanger), le capitalisme étant, de surcroît, dans l'obligation d'acquiescer cette valeur d'échange en grande quantité - donc à moindre prix. D'où exploitation éhontée de l'ouvrier qui a fait de lui une sorte de serf au XIXe siècle. Il faut convenir que grâce à l'action syndicale, par les lois sociales et les conventions collectives, protections qui n'existaient pas au temps de Marx, cette "loi d'airain" n'a plus la même rigueur qu'alors : les pratiques du capitalisme primitif de l'époque (tout au moins dans des démocraties industrialisées comme la France) ont pu être en grande partie interdites.

Mais, de ses recherches, Karl Marx en arrive à deux conclusions qui s'interpénètrent. D'une part, il considère que l'histoire des sociétés est dominée par la technique de production d'une époque (technique de production qui impose une vie sociale déterminée). Ainsi se résume sa conception matérialiste de l'histoire : "Ce n'est pas la loi ni l'Etat qui font la société, mais c'est au contraire la société issue du processus économique qui, d'après ses besoins, crée la loi et l'Etat (Karl Kautsky). Autre conclusion, en fait corollaire de la première : le capitalisme (technique de production) engendre automatiquement l'antagonisme entre deux classes : la classe capitaliste exploitante et la classe prolétarienne exploitée. Cet antagonisme irréductible provoque la lutte des classes - que, pour Marx, l'histoire a toujours connue sous d'autres formes, en fonction des moyens de production du moment (esclavage, servage, etc.). Cette conception "déterministe" de l'histoire amène Karl Marx à estimer que dès lors que l'on parviendra à abolir la propriété "privée" des moyens de production et d'échange que détient le capitalisme et que le capital sera transformé en "propriété commune", la propriété perdant "son caractère de propriété de classe", l'antagonisme des classes disparaîtra, le prolétariat devenant "classe régnante". Et, se libérant de la sorte, le prolétariat libérera pour toujours la société de toute exploitation et de toute lutte de classes.

Telle est, schématiquement esquissée, l'idée centrale de la pensée de Marx. On a donc estimé qu'il suffirait de supprimer la propriété privée des moyens de production et d'échange pour supprimer du même coup l'exploitation de l'homme par l'homme. Hélas, l'expérience des pays se réclamant - à tort d'ailleurs - de Marx, montre que non seulement on n'a pas supprimé l'exploitation de l'homme par l'homme, mais qu'une nouvelle classe exploitante s'est substituée à la précédente, imposant une impitoyable dictature - et où existe toujours la lutte de classes (la révolution polonaise le démontre amplement). C'est ce qui nous fait considérer que la lutte de classes demeurera permanente.

## MARX ET LE SYNDICALISME

J'ai déjà écrit que la conception matérialiste de l'histoire de Karl Marx, à mon sens, n'expliquait pas tout, notamment les sentiments religieux. Il n'en demeure pas moins que, débouchant sur la lutte des classes, la conception de Marx a eu un retentissement que l'on ne saurait nier - y compris dans le mouvement syndical. Mais quelle a été l'attitude de Marx à l'égard du mouvement syndical ?

Proudhon est mort en 1865 et n'a pu déceler l'importance qu'allait prendre le syndicalisme ouvrier qui pourtant, particulièrement en France, s'inspira de bien de ses pensées. Karl Marx, lui, meurt en 1883 et a donc une idée plus précise de l'impact syndical dans la classe ouvrière (sans toutefois pouvoir soupçonner la transformation considérable de la condition salariale qui sera l'oeuvre du syndicalisme au XXe siècle).

Au sein de l'Association Internationale des Travailleurs (le Internationale) qui vit le jour le 28 septembre 1864 à Saint-Martin's Hall à Londres, Karl Marx, qui n'intervient pas mais tient la plume, n'hésite pas au début à mettre l'accent sur l'action économique du prolétariat : *"L'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen"*. Mais très vite il agira contre la tendance des syndicats à se cantonner à la défense des seuls intérêts professionnels. Lors du premier congrès de l'Internationale à Genève, le 3 septembre 1866, l'assemblée reproche aux Sociétés Ouvrières Anglaises (Trade's Unions) de *"s'occuper trop exclusivement des luttes immédiates"*, alors qu'elles devraient *"agir contre le système capitaliste lui-même et viser au grand but, celui de l'émancipation de la classe ouvrière tout entière"*.

### LA DECLARATION A HAMANN

On a prétendu que Karl Marx s'était peu intéressé au syndicalisme ouvrier. C'est inexact. Karl Kautsky, dans l'introduction du "Capital" (Editions Costes) écrit : *"Ce fut principalement la forme syndicale que Marx propageait dans l'Internationale (il s'agit de l'AIT ou le Internationale) ; il y voyait la forme la plus apte à faire l'union durable des grandes masses (...). Mais Marx ne considérait pas les syndicats comme une fin en soi ; il n'y voyait que le moyen de mener la lutte de classe contre l'ordre capitaliste"*.

Le moment est venu, pour la clarté de l'analyse, de reproduire intégralement la déclaration faite en 1869 à J. Hamann, chef d'une délégation syndicale et publiée dans "Volksstaat" de W. Liebknecht, et dont j'ai déjà parlé dans mon étude sur "Léon Blum et le syndicalisme".

*"... Jamais les syndicats ne doivent être rattachés à une association politique ou se trouver sous sa dépendance s'ils veulent accomplir leur tâche ; le faire, c'est leur porter un coup mortel. Les syndicats sont les écoles du socialisme. C'est dans les syndicats que les ouvriers s'éduquent et deviennent socialistes parce que, tous les jours, se mène sous leurs yeux la lutte avec le Capital. Tous les partis politiques, quels qu'ils puissent être, sans exception, n'enthousiasment les masses des ouvriers qu'un certain temps, momentanément ; les syndicats, par contre, captent les masses de façon durable ; seuls, ils sont capables de représenter le véritable parti ouvrier et d'opposer un rempart à la puissance du Capital. La grande masse des ouvriers, à quelque parti qu'ils appartiennent, est arrivée à comprendre qu'il faut que sa situation matérielle soit améliorée. Or, une fois la situation matérielle de l'ouvrier améliorée, il peut se consacrer à l'éducation de ses enfants, sa femme et ses enfants n'ont pas besoin d'aller à la fabrique, il peut lui-même cultiver davantage son esprit, mieux soigner son corps, il devient alors socialiste sans s'en douter."*

Cette déclaration est d'une très grande importance car elle démontre une grave contradiction chez Marx. Nous l'avons vu en effet combattre ceux qui, dans les syndicats, luttent pour la défense des seuls intérêts professionnels ; il veut que tout soit subordonné à l'objet essentiel de la lutte de classe pour parvenir à l'expropriation de la classe capitaliste. Par contre, dans la déclaration à Hamann, Marx reconnaît la nécessité absolue d'assurer l'amélioration de la condition matérielle de la classe ouvrière en régime d'économie libérale -ou, si l'on veut, capitaliste.

De cette ambiguïté naîtront bien des schismes. Au point que, dès son début, le syndicalisme français dut, pour préserver son unité, proclamer son indépendance à l'égard de toute école politique.

De plus, il ne faut jamais l'oublier, le monde ouvrier oscillera entre ces deux géants de la pensée socialiste du XIXe siècle : Proudhon d'une part, pour qui les "antinomies", les antagonismes ne peuvent se résoudre que par leur équilibre à travers le contrat et qui craint pour la liberté si tout est confié à l'Etat ; Karl Marx d'autre part, qui estime lui, que "centraliser tous les instruments de production dans les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe régnante" fera disparaître à tout jamais la lutte des classes.

De tout cela naîtra la grande controverse qui, après la révolution bolchevique, deviendra tragédie pour la liberté, pour la justice et pour la paix.

(Ref. F.O. Mensuel décembre 1981)

Roger LERDA

- 
- (1) - Synallagmatique : Se dit d'un contrat qui contient obligation réciproque entre les parties. (Quillet). C'est bien le propre des conventions collectives ou accords collectifs.
- (2) - Et surtout qu'on ne me renverse pas l'argument car, que l'on ne s'y trompe pas : l'autogestion dans l'atelier, le bureau, le quartier, l'école, l'immeuble collectif aboutirait inévitablement à fondre l'individu dans l'ensemble ; ce serait en fait la négation de la liberté individuelle -si chère à Proudhon- au profit de la "communauté". J'ajoute qu'il y a une différence capitale entre la communauté, entité irresponsable et le syndicat dont le principe repose sur la responsabilité de ses membres qui conservent leur pleine liberté individuelle.
- 

"Sans le sentiment de la justice, on ne pourrait être utile à la cause de l'émancipation humaine.  
Être juste, ce n'est pas être partisan d'une justice distributive, mais c'est avoir une claire notion de la liberté, de la dignité humaine et en avoir le respect dans tous les actes de la vie.

*Jouhaux*

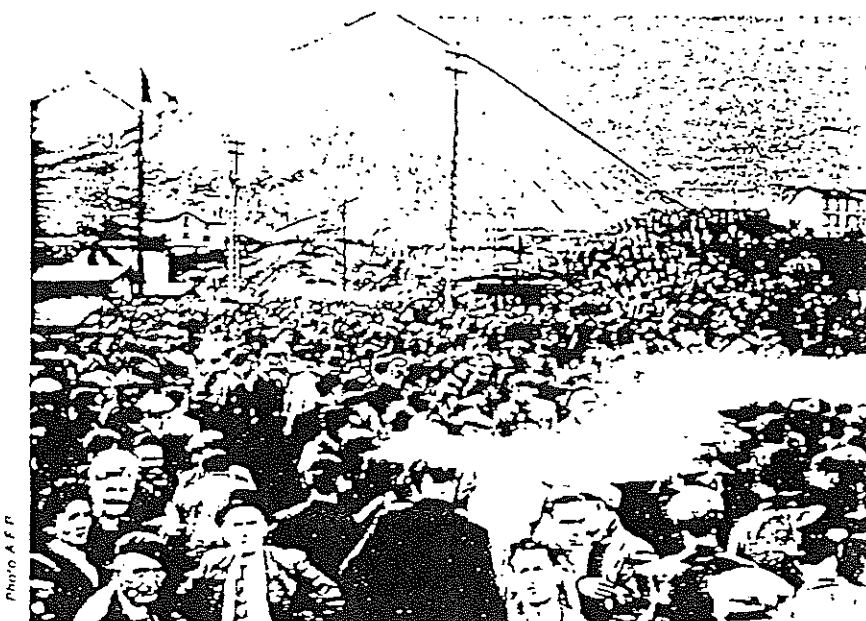
Une pensée de LÉON JOUHAUX

# 1948:

## LE PARTI COMMUNISTE A TROMPÉ LES MINEURS

Il y a trente ans, le 4 octobre 1948 éclatait la grève des mineurs. Ce fut, pendant huit semaines, l'une des plus dures qu'aient connus les "gueules noires".

Mais cette grève, derrière le voile des revendications et le paravent de la fédération C.G.T. du sous-sol, a été voulue, préparée et menée par le Parti communiste. Ses conséquences ont été dramatiques : la misère s'est installée pour de longs mois dans les foyers des travailleurs de la mine, le relèvement de notre pays douloureusement frappé par la guerre encore proche a été compromis, le matériel qui constituait une part importante du patrimoine national a été gravement endommagé par l'abandon de la sécurité.



Il faut, avant de remémorer les événements de cette période tragique, se

replacer dans le contexte politique de l'époque.

militants des groupes Force Ouvrière qui, prolongeant la véritable C.G.T. créent une centrale syndicale libre, la C.G.T. demeurée sous l'influence communiste veut prendre sa revanche.

### Quand le P.C change de tactique

La France n'était libérée que depuis quatre années. La reconstruction était loin d'être achevée. Le P.C. avait d'abord chanté l'hymne à la production. On se souvient des slogans d'alors : "Produire d'abord, revendiquer ensuite", "Retroussons nos manches, et ça ira mieux"...

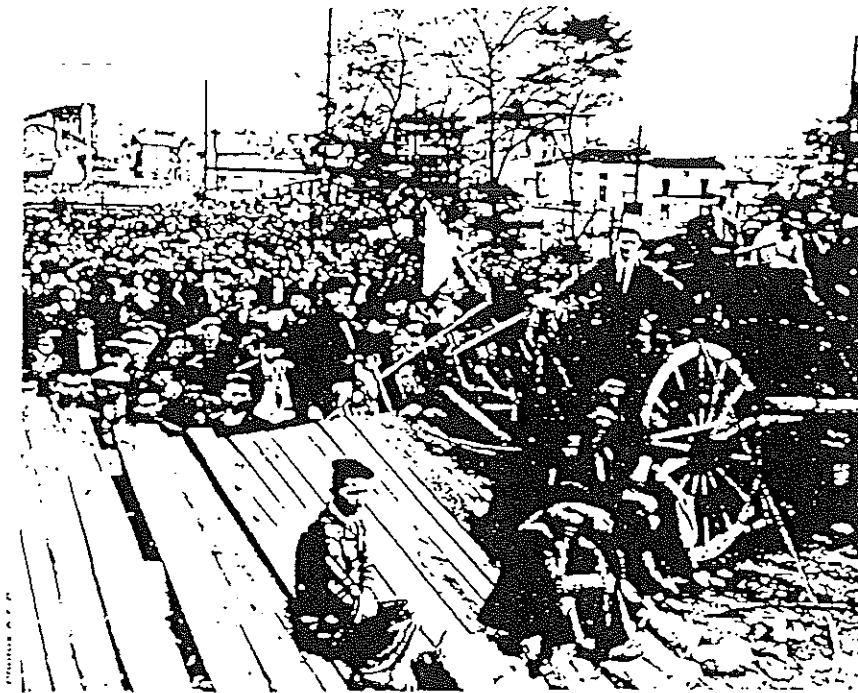
Mais le 5 mai 1947, les communistes sont démissionnaires du gouvernement.

Quelques semaines plus tard, alors que les Etats-Unis proposent, par ce que l'on a appelé le "Plan Marshall" d'aider par leur assistance économique l'Europe à combattre la faim, la pauvreté, le désespoir, et à terminer sa reconstruction, le Parti communiste sur les injonctions de Moscou commence une violente campagne contre l'aide américaine.

Durement atteinte par le départ des

Le P.C. et les organisations satellites disposaient d'énormes moyens financiers venus des pays du Kominform. Une immense offensive de propagande en faveur d'un "gouvernement démocratique" (sous-entendre "avec les communistes") fut lancée. Mais on n'en resta pas là. Des grèves tournantes furent lancées à la S.N.C.F., à l'Electricité et au Gaz. Et une vague d'injures, de menaces et d'agressions s'abattit sur ceux qui luttaient pour un syndicalisme libre : à Courrières François Delattre, un vieux militant fut roué de coups et vit sa santé jamais compromise, à Bruay Charles Morel fut défenestré. Chez les mineurs, la C.G.T. tentait d'imposer sa loi par le





terreur. A Bruay, à Liévin, à Béthune et à Courrières des groupes envahirent les locaux où se tenaient les Conseils d'Administration de la Caisse de Secours Minier pour exiger le départ des administrateurs F.O. Nos camarades refusèrent et

furent face à l'insulte et à la menace. Plusieurs conseils furent dissous à la suite de ces incidents. Des candidats F.O. se présentèrent aux nouvelles élections et furent élus.

## F.O. : une grève responsable

L'influence de notre organisation, alors jeune, allait grandissant. Refusant de suivre les démagogues dans leur combat politique, elle défendait le pouvoir d'achat des travailleurs. C'est pourquoi, pour appuyer son action, F.O. décidait de

déclencher une grève de deux heures pour le vendredi 24 septembre avec les mots d'ordre suivants : dénonciation de la gabegie des deniers publics, défense des sacrifices consentis par les travailleurs, fin de l'exploitation politique de la misère,

équitable répartition du revenu national et des charges fiscales entre les Français, réforme d'un régime économique désuet, octroi d'un minimum vital et familial, établissement de justes prix.

La C.F.T.C. suivit le mouvement et la C.G.T. s'y rallia à la dernière minute.

L'attitude responsable de F.O. engageant une grève sur des revendications précises et justifiées impressionna le gouvernement. Une délégation de la Fédération des Mineurs Force Ouvrière conduite par son secrétaire général Noël Sinot, et accompagnée de Robert Bothereau, secrétaire général de la Confédération, était reçue à l'Hôtel Matignon par M.

Henri Queuille, Président du Conseil. Elle demandait : des assurances contre les licenciements qui pouvaient être évités en offrant aux prisonniers de guerre allemands travaillant dans les mines, la possibilité d'un retour volontaire dans leur pays, une allocation spéciale aux ouvriers de la surface, (votée le 23 septembre par l'Assemblée Nationale et le 26 par le Conseil de la République), des majorations d'ancienneté, le reclassement de certains employés administratifs, des avantages supplémentaires pour les agents de maîtrise au fond, création de commissions chargées d'examiner les mesures prises contre l'absentéisme, une avance à valoir sur l'augmentation des retraites minières, une retraite complémentaire, et la révision de certains coefficients professionnels, ainsi que du taux de l'allocation logement.

Ces revendications furent prises en considération. Mais le Parti communiste et la C.G.T. voulaient "leur" mouvement. Jamais le secrétariat du P.C. ne s'était à ce point préoccupé d'une grève.

## La C.G.T. : grève illimitée

Le jour où Auguste Lecœur, membre du secrétariat du P.C. fera son "autocritique", il apportera au dossier de cette grève une révélation écrasante : "Pendant toute la durée du mouvement, ecrira-t-il, aucune réunion du Secrétariat (du Parti Communiste) ne s'est tenue sans la participation d'un camarade dûment responsable du Bureau Confédéral et de ceux de la Fédération Nationale du Sous-Sol. Mieux, vers la fin de cette grève, le Secrétariat, outre les réunions régulières, se réunissait exceptionnellement avec les camarades cités plus haut pour en examiner le déroulement. C'est au secrétariat ainsi élargi que fut décidée la reprise du travail. Aucun des mots d'ordre de cette grève du premier au dernier jour n'ont été donnés sans qu'auparavant, ils soient discutés avec le Secrétaire Général du Parti".

Ainsi donc les choses vont se précipiter. La grève est préparée et "encadrée". La C.G.T. fait procéder à un référendum dans des conditions de sincérité douteuse. A l'entrée des puits, des "militants" se précipitent sur les mineurs et leurs demandent s'ils sont partisans de la grève qui, disent-ils, est destinée à lutter contre les licenciements déjà prévus (alors que F.O. a, au contraire, obtenu sur ce point des assurances), contre la hausse du prix de la vie etc... et ils disent "Tu n'as qu'à mettre une croix là". Beaucoup, mal informés se laisseront convaincre. Le relevé des votes de sept bassins importants fait apparaître une proportion de 64% en faveur de la grève, 8% d'opposants, 27% d'abstentions et 1% de bulletins nuls.

C'est le 4 octobre qu'à l'appel de la C.G.T. commence une grève "illimitée". La classe ouvrière n'a pas encore bien découvert les mobiles politiques de cette grève.

Dès le 5 octobre, les premières entraves

### La cause réelle de la grève

1947-1948, les deux années terribles !

Le 5 mai 1947, les députés communistes votent contre le gouvernement Ramadier qui a posé la question de confiance. Les ministres communistes - dont Maurice Thorez - sont en conséquence "démissionnés" par Ramadier. Dès lors, les communistes n'auront de cesse de réclamer leur retour au gouvernement. Ainsi s'expliquent les grèves insurrectionnelles de novembre-décembre 1947 qui devaient provoquer la cassure de la C.G.T., dirigée par les communistes, et la création de la C.G.T.F.O. Ainsi s'explique aussi la grève déclenchée par l'appareil du P.C. dans les mines en octobre-novembre 1948.

11 septembre 1948 : Queuille devient Président du Conseil. Aussitôt, le Bureau politique du Parti communiste publie une déclaration dans laquelle on lit : "Le gouvernement que la France attend est un gouvernement d'union démocratique dans lequel le Parti communiste français est prêt à prendre les responsabilités qui lui reviennent... Le Bureau politique salue le développement du mouvement des masses populaires en faveur d'un tel gouvernement. Il est certain que le développement de ce mouvement créera les conditions politiques permettant la formation d'un gouvernement démocratique".

C'est ainsi que, moins d'un mois après, les mineurs furent lancés dans cette folle aventure.



à la liberté du travail sont constatées, piquets de grève, barrages des routes, barrages dans les fosses etc...

## L'abandon de la sécurité

La grève s'est étendue à tous les bassins miniers de France. Pour éviter les incidents les mineurs F.O. et C.F.T.C. évitent de se rendre au travail.

Un événement très grave va se produire. Les dirigeants de la C.G.T. vont donner l'ordre d'abandonner la sécurité.

Ils vont laisser noyer les puits, détériorer les installations, arrêter les centrales dont le courant est nécessaire au fonctionnement des pompes destinées à assurer la sortie d'eau des mines et des ventilateurs dont le rôle est si important dans la lutte contre le grisou, ils vont laisser arrêter les cokeries.

*Même contre l'opresseur allemand de telles mesures n'avaient pas été envisagées.*

Le 5 octobre, devant Robert Lacoste, Ministre de l'Industrie, Auguste Lecœur, Henri Martel et Victorin Duquet, tous militants du P.C., refusent de faire fonctionner les cokeries, malgré les accords conclus entre les syndicats et les Directions des bassins du Nord et du Pas-de-Calais.

Le 7 octobre, les consignes d'abandon des cokeries sont données, le 11, la paralysie de l'appareil de sécurité gagne la quasi-totalité du bassin. Le 12 octobre la Direction Générale tente de rencontrer les représentants de la C.G.T. et à plusieurs reprises lance des appels à la réunion. Pas de réponse. Le 13 une lettre recommandée sera adressée par la Direction au Syndicat des Mineurs de Lens. Pas de réponse. Le 16, l'ingénieur en chef des Mines convoque une réunion à la Préfecture du Nord, à Lille. Personne

ne s'y présente. Ce jour même, la C.G.T. donne officiellement l'ordre d'arrêter la sécurité pour 24 heures. Ce sera, en fait, pour une durée illimitée. Le 18, la centrale de Vendin, dans le Pas-de-Calais, est arrêtée, plongeant tout un secteur du département dans l'obscurité. Dans la Loire, le même jour, on arrête les ventilateurs. Dans le Gard, plusieurs puits sont inondés. Partout la tension monte.

Le 20 octobre, Henri Martel déclare à Saltaumines : "Où est-ce que cela peut nous faire si une fosse est noyée pour plusieurs mois ? Vous aurez toujours vos bras pour travailler. Tandis que si vous reprenez le travail sans avoir obtenu satisfaction vous serez esclaves pour de longs mois..."

Sentant la lassitude gagner les mineurs, les dirigeants cégétistes et communistes veulent, par des incidents violents, créer un climat artificiel de lutte et empêcher la reprise du travail. Le Comité de grève de Denain décide de souder les wagons aux rails, et de dresser partout des barricades.

## Un crime Impardonnable

La colère monte chez les mineurs. Devant de tels procédés, l'indignation est à son comble. Dominique Spinetta, secrétaire du Syndicat National des Ingénieurs des Mines Force Ouvrière parlera de "crime impardonnable".

Dans la nuit du 25 au 26 octobre, les forces de police commencent à faire dégager les puits. Elles se heurtent souvent à la vive résistance de commandos communistes qui utiliseront parfois les boulons rougis au feu et l'essence enflammée pour résister.

Petit à petit, les mineurs redescendent au fond malgré les menaces. Des le 27 octobre, l'extraction recommence dans la

Loire avec 40 tonnes pour atteindre 534 tonnes le lendemain. Dans le Nord, on commence à 3.000 tonnes le 30 octobre pour atteindre 4.000 le 2 novembre et 5.400 le 3. En Lorraine, le travail est redevenu normal.

Le gouvernement a fait dégager un peu partout des puits pour faire assurer la sécurité. Contre les forces de police, le P.C. va lancer des "contre-attaques". Parfois même, des puits sont recouverts par les grévistes selon de véritables méthodes de commandos. Des actes de sabotage se multiplient. Des explosifs sont employés pour détruire des installations. À la tribune de l'Assemblée Nationale, le 16 novembre Jules Moch, Ministre de l'Intérieur, déclarera que "de véritables arsenaux ont été découverts".

Aux destructions, aux sabotages, s'ajoutent les menaces et les violences contre les personnes et les immeubles. Malheur à tout ce qui a le courage de s'opposer à l'action des cégétistes-communistes. Les familles même des mineurs adversaires sont prises à partie. Au lendemain de la reprise du travail, en fonction des plaintes déposées, on dénombre 417 attentats et sabotages dans l'ensemble des bassins houillers, dont 85 contre les personnes, 282 contre des domiciles, et 50 contre les Houillères Nationales.

Dans "Le Populaire" du 18 novembre, Henri Noguères, dans un editorial intitulé "La main dans le sac" prend "L'Humanité" en flagrant délit de mensonge : "Le 4 novembre, écrit-il, l'Humanité déclare : Dans l'ensemble des bassins, en dépit du régime de terreur policière, les mineurs ne sont pas descendus !" Or, le 3 novembre, il y avait dans l'ensemble des bassins 76.222 hommes au fond qui ont produit 45.413 tonnes de charbon".

Dès le 15 octobre, la Fédération F.O. des mineurs invitait ses adhérents et tous ceux qui se refusent à céder à la menace à se faire inscrire dans les mairies, là où la chose est possible, dans les permanences syndicales éventuellement, pour marquer leur volonté de reprendre le travail. Les listes se couvrent de signatures. Force Ouvrière déclare que ceux qui auront ainsi affirmé cette volonté auront, dès cet instant, le droit absolu au paiement de leur salaire, puisqu'il ne dépendra pas d'eux que le travail soit assuré.

Dans tous les puits la reprise s'accélère. Alors, il ne reste plus à la Fédération CGT ou sous-sol qu'à donner l'ordre de reprise du travail aux quelques 100.000 mineurs restant encore en grève.

Les mineurs Force Ouvrière ne mâchent pas leurs mots. On peut, aujourd'hui, relire au siège de leur Fédération, sur un papier jauni par le temps, le communiqué qu'ils publièrent alors : "...les mineurs de France ne sont pas des vaincus, ils ont le droit de marcher la tête haute, ils ont droit au respect de tous. Les vaincus, ce sont les politiciens sans vergogne qui les ont lancés dans une aussi odieuse aventure par des moyens que réprouve la plus élémentaire honnêteté morale. Les

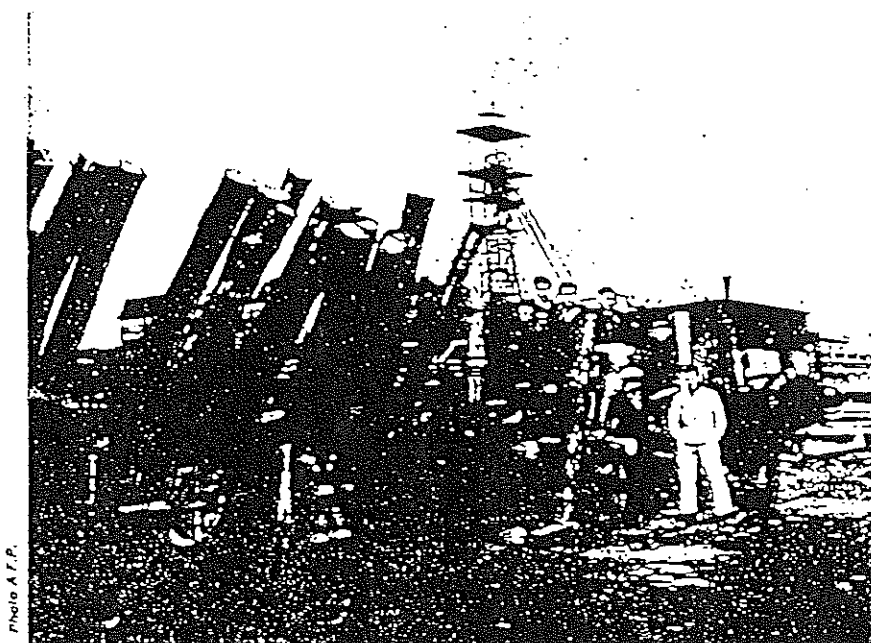


Photo A.F.P.

vaincus ce sont ceux qui, lâchement ont créé le désordre, le matraquage et le pillage et qui, par cela, ont justifié la répression. Leur chant de victoire sonne faux aujourd'hui, il aura une tout autre tonalité demain, lorsque les mineurs auront réalisé leur erreur et juge les responsables de tous leurs maux que nous ne manquerons pas de stigmatiser comme il convient".

Dans un article publié dans "Le Provençal", Noël Sinot, secrétaire de la Fédération F.O. dresse un bilan de la grève : 200 millions de francs (anciens) de salaires par jour soit 6 milliards de francs (anciens) ont été perdus par les mineurs. La Caisse de retraite a perdu un milliard 440 millions de francs (toujours anciens) c'est-à-dire une somme correspondant à 10% des prestations servies par la caisse. Et il faudra des mois, avec ce que cela comporte de chômage et d'attente, pour remettre en service de nombreuses installations.

Trente ans après, Charles Cortot, aujourd'hui secrétaire général de la Fédération des Mineurs Force Ouvrière tire les conclusions de ces graves événements dont il fut l'un des acteurs : "Cette grève particulièrement dure a profondément marqué la corporation minière. Nul ne peut contester son caractère politique. Sous le couvert de revendications, la grève avait un objectif diamétralement opposé aux intérêts des travailleurs. Les fondements mêmes de la démocratie étaient l'objet d'un travail de sape du P.C. et de sa filiale la CGT. Mais

"il s'est trouvé en face d'eux des hommes courageux - dont la plupart avaient eu une vie active dans la résistance pendant l'occupation - pour dire non et s'opposer aux aventuriers staliniens.

"Je confesse que durant les premiers jours de cette grève, nous avons été confrontés à des problèmes sérieux, parce que les mineurs, et ils n'étaient pas les seuls, ne percevaient pas clairement le pourquoi de notre attitude. En effet, il faut savoir que l'appareil du P.C. était bien rôdé et que les sbires de la CGT politisée ne s'embarraçaient pas de scrupules, tous les moyens de pression les plus honteux étaient utilisés.

"Cependant, malgré cet handicap, nous avons réussi petit à petit à nous faire entendre. Nous y sommes parvenus puisque les mineurs ont contribué à sauver leur outil de travail, à préserver leur droit de vivre dans un pays libre et démocratique.

"Le rappel de ces événements s'averait nécessaire, car les nouvelles générations de travailleurs ont trop tendance à considérer que les changements intervenus depuis lors, les différences notoires du contexte économique et politique, pourraient éviter que pareille mésaventure ne se reproduise.

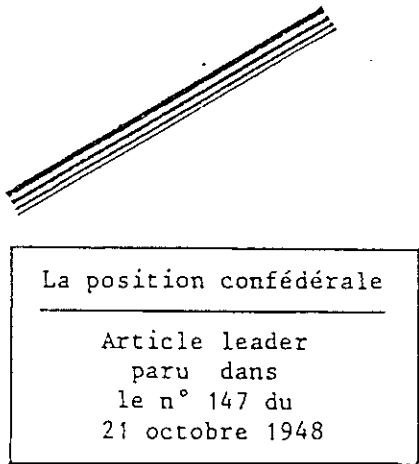
"Comme toujours, ils sont généralement victimes de la campagne d'intoxication du P.C. Ils ne savent pas séparer le bon

"grain de l'ivraie. Des lors, il nous appartient de les aider à comprendre le réel, leur démontrer que derrière la tactique, la stratégie politique, se cachent les véritables intentions de ce parti. Il faut leur faire toucher du doigt, malgré les apparences, que le P.C. n'a pas changé et que sa filiale la CGT demeure, contre vents et marées, prisonnière de ce parti politique ; d'ailleurs, les tribulations de celle-ci avant, pendant et après les élections législatives, sont édifiantes à ce sujet.

"Le Parti communiste nous accuse volontiers de pratiquer un anti-communisme primaire et viscéral. Nous n'avons simplement que de la mémoire. Il n'empêche que l'accusation des communistes sensibilise encore quelques camarades, mais ils ne sont plus nombreux. Ils ont d'ailleurs pu constater combien les militants F.O. savaient prendre leurs responsabilités, que ceux-ci étaient attachés au rôle qui leur était dévolu concernant la défense de la classe ouvrière, que leur ambition n'était pas de se substituer aux partis politiques et qu'ils réussissaient très bien à défendre les intérêts des travailleurs dans le cadre des conventions collectives.

"L'audience de Force Ouvrière ne fait que grandir, n'est-ce pas la preuve manifeste que nous sommes de plus en plus compris par les travailleurs dans "le combat social !".

Jean DUMAINE



## SUICIDE ?

Le conflit minier vient d'entrer dans une nouvelle phase. L'occupation de certains points par la troupe et les C.R.S. constitue une grave mesure. Le gouvernement ne peut pas l'avoir prise sans avoir pesé ses intentions, sans avoir évalué les raisons qui le font agir, les dirigeants de la C.G.T. ne peuvent pas davantage ignorer sur quelle voie ils engageaient les mineurs en leur commandant de suspendre l'application de la sécurité. Maintenant, par le surcroissement des attitudes, par la mauvaise volonté, voici troupes et ouvriers face à face et la bagarre dépend d'un incident, même bénin. Se rend-on compte exactement que l'origine revendicative de cette grève est en train de se perdre dans tous les esprits ? Lorsqu'on en arrive où nous en sommes, c'est l'aspect purement actuel qui est seul à compter. Le moment de l'épreuve de force par les syndicats communistes est venu.

Il est impossible qu'au cours de ces journées tragiques les dirigeants communistes ne restent pas peser autour de leur cou le carcan qui les enserre. Mais il faut marcher. Il est impossible que les mineurs ne perçoivent pas à quel point ils subissent plutôt qu'ils n'agissent.

Alors ? Eh bien ! la confiance que nous gardons est de voir enfin la classe ouvrière des bassins miniers relever la tête, secouer elle-même le joug qui la courbe. Pour nous, bien sûr, ce combat restera toujours une affaire de conscience et de compréhension et non une affaire de police.

Pourtant, nous n'en sous-estimons pas l'importance. Depuis la suspension de la sécurité, la volonté des états-majors de la grève pour la grève a confirmé nos pensées.

CE qu'on recherche, ce qu'on veut, c'est le tarissement de nos sources de production, l'asphyxie de l'économie. Demain, la paralysie s'étendra, sur ordre ou simplement d'elle-même, puisque le premier des centres nerveux est atteint.

Mais les agents d'exécution communistes, promus au rang de leaders syndicaux de ce qui fut notre C.G.T. se rendent-ils compte aussi qu'ils prennent le chemin qui mène leur mouvement syndical à sa perte ?

Cela, nous pouvons et nous devons le dire aux mineurs et à l'ensemble des ouvriers de ce pays.

Parce qu'une autre certitude est la nôtre : celle qu'au bout du compte, d'une manière ou d'une autre, la classe ouvrière paierait les frais. Elle paierait durement dans sa chair et dans son esprit. Nous existons et l'on attend de nous que nous ne soyons pas.

F.O.

## LA GRANDE AVENTURE DE "RÉSISTANCE OUVRIÈRE"

(Extrait du n° 1000 de "Force Ouvrière"  
du 16 juin 1965)

avec Pierre MAGNIER (1)

=====  
Nous ne pouvons célébrer le millième numéro de notre journal sans dire un mot  
de "Résistance Ouvrière" dont il est issu. "R.O." a été créé dans la clandestinité  
pour faire entendre, malgré tout, pendant l'occupation, la voix du  
vrai syndicalisme. Parmi les artisans de "Résistance Ouvrière" nombreux sont  
ceux qui ont disparu. Bouyer, le patron, Capocci, Sidro, Gyesse sont morts,  
d'autres nous ont quittés. Nous avons demandé à Pierre Magnier, qui partici-  
pa activement à la fabrication du journal, d'évoquer pour nous quelques sou-  
venirs. Il tient à le rappeler, il ne fut qu'un des maillons de la chaîne.  
Mais son témoignage nous permet de mieux comprendre quels furent le courage  
et l'abnégation de l'équipe tout entière.  
=====

- Plusieurs militants, nous dit-il, qui étaient restés fidèles à l'esprit de la vieille C.G.T. se rencontrèrent à Sète, je crois fin octobre 1940 (2). Je n'étais pas présent mais je sais que c'est au cours de cette réunion qu'ils décidèrent de créer un journal, qui s'appellerait "Résistance Ouvrière". Quelque temps plus tard, Raymond Bouyer, qui avait été le patron du "Peuple" fut contacté et chargé de constituer l'équipe qui allait sortir le journal.

- *Quel était votre rôle exact ?*

- En ce qui me concerne, j'étais chargé d'établir les liaisons pour l'impression et la distribution du journal. Je ne travaillais pas seul. Des militants comme Adolphe Sidro et Lucien Gyesse m'aidaient dans ma tâche. Nous bénéficions aussi, il faut le mentionner, du concours de Largentier, qui était chargé de la composition.

Celle-ci, puisque nous travaillions clandestinement, se faisait de façon bizarre. Des typos que connaissait Largentier tapaient les articles. J'avais une petite valise dans laquelle on mettait les galées de plomb, et on cherchait ensuite un imprimeur pour mettre ce plomb en forme et faire le tirage. Bien des fois, j'ai dû laisser la valise derrière une porte cochère et m'en aller les bras ballants. Jamais nous ne prenions le métro. Nous allions toujours à pied.

- *Où imprimiez-vous ?*

- Tout d'abord à l'Imprimerie Réaumur, sur les presses du "Pariser Zeitung".

- *Le journal de l'occupant allemand ?*

- Oui. Nous arrivions pendant l'heure du déjeuner ; nous démontions les formes des Allemands et nous mettions celles de Résistance Ouvrière à la place. Nous devions nous y reprendre à plusieurs fois. C'était dangereux. Un jour nous avons dû filer en abandonnant les formes du journal. C'est à partir de ce moment-là que nous avons été recherchés.

- *Combien de numéros avez-vous faits ainsi ?*

- Quatre ou cinq peut-être. Ensuite, nous avons été dans une petite imprimerie de la rue Chapon. Nous avons dû nous sauver encore une fois. Les maîtres imprimeurs ont été arrêtés et envoyés à Buchenwald.

- *D'où les connaissiez-vous ces imprimeurs qui acceptaient de prendre tant de risques ?*

- C'était Largentier qui prenait contact avec eux. Moi, je ne m'occupais que de la liaison. Je portais le plomb, là où on me disait d'aller. Chacun faisait son travail.

- *Quand le premier numéro de Résistance Ouvrière est-il sorti ?*

- Je ne sais plus exactement. En 1942. Le journal avait été annoncé par un tract. En allant porter ce tract à l'imprimerie de la rue Mont-Cenis, dont le patron était un ancien compositeur de la chambre typographique, j'ai été arrêté par le commissaire du XVIII<sup>e</sup> arrondissement. J'avais sûrement été donné. C'est un des inspecteurs qui m'a sorti de là. J'avais jusqu'à cinq heures pour parler ; à deux heures, cet homme est entré dans ma cellule et m'a dit : "Dans dix minutes tu fous le camp. Au bout du couloir, il y a une porte, elle sera ouverte". C'était vrai. C'était un ami. Il a été arrêté plus tard par son propre commissaire. (3)

- *Quel était le tirage de Résistance Ouvrière ?*

- C'est difficile à dire. C'était variable. Entre 15 et 20.000 peut-être.

Nous avions un gros problème : l'imprimerie manquait de papier. Un marchand qui, autrefois, ramassait les "bouillons" du Peuple, a accepté de nous fournir des rognures que nous pourrions échanger contre du papier : il fallait cinq tonnes de rognures pour avoir trois tonnes de papier aux Papeteries de Pontivy.

Officiellement, j'étais chef de garage dans une entreprise de transports, les Ets Payot, créés bien entendu pour les besoins de la cause. Nous avions des amis aux Ponts et Chaussées qui nous procuraient tous les papiers et toutes les autorisations nécessaires. On charge donc un camion Payot et nous voici partis pour Pontivy, où nous prenons nos bobines.

Au retour, au Mans, je me trompe de route et voilà que nous tombons dans un camp allemand à Auvours. Le feldwebel qui nous arrête avait la barbe (4). Il sort son revolver, nous le colle sur la tempe. Il nous prenait pour des Anglais. Nous ne nous faisons pas trop de soucis, car nos faux papiers étaient parfaitement en règle.

Le lendemain, le capitaine du camp nous convoque pour nous demander ce que nous faisons là. "Nous transportons du papier pour l'entreprise Payot. Nous sommes passés dans un chemin interdit, ce qui n'est pas un crime. Mais ce qui ne va pas c'est que le feldwebel était saoul et qu'il nous a menacés de son revolver". Le capitaine était un homme très correct : enquête. Excuses. Le capitaine nous offre du miel synthétique et nous fait un mot pour nous excuser auprès de nos patrons. C'est comme ça qu'il a laissé passer un chargement de papier destiné à faire Résistance Ouvrière !

- *Et la diffusion ?*

- La diffusion était difficile. Avec Sidro et Gyesse, nous prenions le papier à la sortie de l'imprimerie. Notre premier poste de distribution se trouvait rue Boudreau, dans les sous-sols du Théâtre Athénée. Il y avait à côté la Caisse d'Assurances Sociales où travaillaient -disons plutôt où étaient cachés Capocci, Boulanger, Sidro, Gyesse. Ils venaient nous donner un coup de main pour faire les paquets, qu'on allait ensuite déposer aux quatre coins de Paris. On en laissait dans un café pour Compagnon qui était chez Renault ; la plupart étaient cachés faubourg Saint-Antoine parmi les billes de bois. Des militants venaient les chercher là. Nous ne savions pas qui ils étaient. Moi je ne connaissais que Bouyer. C'était de lui que je recevais mes ordres.

- *Comment viviez-vous à l'époque ?*

- On ne dormait pas beaucoup. On n'habitait jamais au même endroit. Plusieurs d'entre nous ont été arrêtés. Harmel, qui avait été rédacteur en chef au Peuple, est mort en déportation. Il était chargé de la rédaction des papiers de fond avec Bothereau, Fréour, Gazier, Ouradou, Delamarre ... Il rencontrait parfois Ouradou, rarement les autres, jamais Bothereau.

Ce qu'il faut dire, c'est que je ne me suis jamais pris pour un héros. J'ai toujours eu très peur. Je faisais simplement ce qu'on me disait de faire.

(1) Pierre Magnier, décédé le 8 août 1982, fut le secrétaire général de la Fédération Nationale F.O. du Livre.

(2) Cette réunion à Sète eut lieu en réalité le 25 août 1940.

(3) Recherche faite, nous pouvons indiquer que le 1<sup>er</sup> numéro de "Résistance Ouvrière" de la clandestinité est daté d'août 1943 et non de 1942.

(4) Etre ivre, en termes d'imprimeur.

# LA RÉSISTANCE OUVRIÈRE

Organe Ouvrier de la FRANCE COMBATTANTE

POUR LA LIBERTÉ  
ET LA JUSTICE  
Contre l'ennemi  
et contre les traîtres,  
REJOIGNEZ VOS SYNDICATS  
DANS LA C. G. T.

## Premier Mai de combat ! La Fête du Travail, les Travailleurs ne la célébreront qu'après la reconquête de la Liberté

Nous voici au 1<sup>er</sup> Mai 1944. Chacun concevra que le groupe de la R. O. consacre ce numéro à la commémoration de cette journée qui appartient à la classe ouvrière.

Allons-nous faire un rappel historique du Premier Mai ? Pourquoi faire ! Ceux qui ont ce journal en main savent à quoi s'en tenir. Ils connaissent l'histoire des luttes ouvrières, pour ses revendications, l'histoire de la « résistance ouvrière » à la réaction et à l'oppression sociales.

Les travailleurs français ont connu des Premiers Mai, sanglants, d'autres pleins d'espoirs, d'autres joyeux, certains remplis d'inquiétudes.

Fourmies, c'était le sang ! En 1936, l'espoir. En 1937, il fut joyeux. En 1939, c'était l'inquiétude : la guerre et le fascisme frappaient à notre porte. En 1940, c'était la guerre. Depuis, le 1<sup>er</sup> Mai est souillé par l'empire nazi, maculé par le vichysssisme.

Depuis quatre ans, les travailleurs français savent bien que ces Premiers Mai officiels ne sont pas leur Premier Mai. Aussi, lorsque l'an dernier, la voix de la C. G. T. s'est fait entendre par l'organe de Georges Buisson, Secrétaire confédéral sur les ondes portant la parole syndicale libre aux quatre coins de France, la classe ouvrière de notre pays a compris que « son » Premier Mai était encore vivant. Il vivait dans la C. G. T., toujours vivante, il vivait dans la RÉSISTANCE, toujours grandissante.

Premier Mai 1944. A nouveau la C.G.T. parle aux travailleurs. C'est pour leur dire qu'il faut lutter, s'unir et vaincre.

Lutter contre l'envahisseur, la vague de réaction sociale qui s'abrite sous son ombre ; pour toutes les revendications purement ouvrières naissant de ses besoins permanents, de ses difficultés de chaque jour.

S'unir contre tout ce qui porte atteinte au patrimoine social et syndical du prolétariat français ; pour retrouver une liberté qui doit être plus belle et plus vraie que par le passé.

Vaincre pour donner à la classe ouvrière française, dans la libération du territoire, toutes ses chances d'émancipa-

tion humaine, tous ses droits dans une construction économique et sociale nouvelle se confondant avec la reconstruction d'une France nationalement libre, socialement juste, économiquement forte.

Cette lutte de chaque instant, cette union indispensable, cette victoire inéluctable, demain, nous le savons, aux travailleurs et travailleuses de notre pays beaucoup d'efforts. Elles motivent des peines et des souffrances.

Depuis l'an dernier, la répression s'est accrue. Les rigueurs de la guerre sont plus atroces. Le monde du travail, le peuple de France, paient un lourd tribut à la cause de la libération.

Depuis un an, dans les rangs de la classe ouvrière, des vides se sont faits. Des voix se sont tuées.

Léon Jouhaux, Secrétaire Général de la C. G. T. arrêté par Pucheu, a été livré par Laval à Hitler. Il a été déporté en Allemagne. Des Secrétaires de syndicats, d'Unions Départementales l'ont suivi.

Des hommes comme Lenoir, de la Fédération du Bâtiment, Paymal, de la Fédération des Services Publics, René Boulanger, de la Fédération des Employés ont été fusillés ou assassinés dans les geôles nazies.

Et Déat, devenu ministre du Travail et de la Solidarité Nationale a voulu organiser pour le 30 Avril la Fête du Travail.

Il n'y a pas de Fête du Travail lorsque les travailleurs sont frappés par la déportation, sont pris comme otages, sont fusillés comme patriotes, sont assassinés parce que Français et militants ouvriers.

Il n'y a pas de Fête du Travail, il y a la lutte des travailleurs pour leur libération, contre leur esclavage !

Monsieur le Ministre de la Solidarité Nationale apprendra en ce 1<sup>er</sup> Mai 1944, qu'il en est une solidarité qui est nationale. C'est elle qui unit des millions de travailleurs à ceux des leurs qui sont les victimes des bourreaux, amis de Monsieur Déat.

R. O.

Lire en 3<sup>ème</sup> page :  
L'APPEL DE LA C.G.T. AUX TRAVAIL-  
LEURS DE FRANCE A L'OCCASION  
DU PREMIER MAI 1944.

## A la veille de la lutte décisive

Nous sommes à la veille d'événements considérables, d'une lutte gigantesque et qui peut être décisive parce que de son issue dépend, non certes la défaite de l'Allemagne hitlérienne qui est désormais assurée, mais l'achèvement rapide de la guerre, et, tout d'abord, l'heure passionnément attendue de la libération.

Nous savons que cette bataille sera dure, qu'elle exigera de la part de nos Alliés de lourds sacrifices, qu'elle entraînera de pénibles souffrances pour votre peuple meurtri depuis quatre années par l'interminable occupation hitlérienne.

L'ennemi et sa valetaille s'efforcent de créer en France un mouvement de panique. Ils cherchent à exploiter les pertes douloureuses qu'entraîne sur notre sol la préparation de l'assaut à cette Europe dont les Nazis ont fait une immense prison. Mais c'est en vain ! Ils ne sèmeront pas l'épouvante. Les sacrifices qu'il nous faut subir sont terribles. Notre cœur se serre à la pensée de ceux des nôtres qui tombent, victimes de l'action armée. Seulement, nous savons trop ce que nous attendons de cette action pour rompre la solidarité qui nous unit aux armées libératrices.

Ce ne sont pas les mensonges éhontés des Allemands et les tartufferies vichyssoises qui affaibliront la volonté d'action du peuple français. Les travailleurs, qui paient le tribut le plus lourd dans ces heures d'épreuves et d'espérances, ne seront pas détournés de participer à la lutte qu'ils ont attendue si longtemps et avec tant d'impatience.

L'heure venue les trouvera prêts. L'action des forces patriotiques de l'intérieur se déclanchera au moment où il sera nécessaire. Il n'y aura ni recul, ni même hésitation quand s'engagera la seconde bataille de France.

Les travailleurs sont prêts à répondre aux appels que leur lanceront, quand il le faudra, les mouvements de la Résistance et leurs organisations syndicales.

Jusqu'à-là, courage et sang-froid, union et confiance ! Ce sont les mots d'ordre de cette période d'attente que tous doivent mettre à profit pour parachever leur préparation.